

Le ministre défendra peut-être son budget aujourd'hui en affirmant que le moment est venu de prendre des décisions difficiles et d'avoir le courage de s'y tenir. Tous les Canadiens reconnaissent qu'il faut faire preuve de ténacité dans la conjoncture actuelle. Le problème que pose le budget n'est pas celui de savoir si le gouvernement est tenace, mais plutôt s'il sait ce qu'il fait et si, devant la preuve accablante que ce budget ne donne pas les résultats que le gouvernement prétend qu'il donne, celui-ci aura le courage de le retirer ou s'il s'entêtera à le maintenir malgré le tort qu'il risque de causer, malgré ce qu'il en coûtera aux contribuables canadiens et malgré les conséquences désastreuses qu'il peut avoir pour l'intégrité et la force du Canada.

Quant aux députés ministériels, dont bon nombre ont exprimé leur propre opinion et celle de leurs électeurs au sujet du budget ces dernières semaines, et je signale que même si ces députés ont été élus au nom d'un parti, ils ont avant tout le devoir de favoriser les intérêts du pays et de ses habitants, il s'agit pour ces députés libéraux de savoir s'ils donneront la priorité aux intérêts de leur pays ou s'ils se plieront servilement aux désirs de leurs maîtres politiques si le ministre refuse de tenir compte des faits que nous connaissons tous et cause ce grave préjudice à des millions de Canadiens.

Des voix: Bravo!

[Français]

M. Clark: Comme on le sait, monsieur le président, quand le gouvernement n'a indiqué aucun intérêt pour l'impact du budget sur la vie quotidienne des Canadiens, le caucus de mon parti a formé un comité pour aller consulter la population canadienne. Au cours des trois dernières semaines, 62 membres de notre caucus ont tenu des audiences dans 15 localités, d'un bout à l'autre du Canada. Cent soixante-huit témoins ont comparu devant notre comité sur le budget et l'économie. Ces personnes représentaient toute la gamme des divers milieux canadiens des retraités et des bandes indiennes, des associations professionnelles et des groupes de consommateurs, des représentants du secteur des affaires et des travailleurs. Ces groupes ont indiqué d'une seule voix leur opposition à ce budget. Tous nous ont crié le même message: Ce budget doit être retiré avant qu'il ne détruise le Canada! Lorsque le rapport de notre comité du caucus sera rendu public, les députés, ici présents, constateront l'incroyable ampleur de l'opposition au budget. Ils sentiront la frustration des petits entrepreneurs de voir que le gouvernement a changé toutes les règles du jeu. Ils entendront la colère des retraités qui voient leur régime d'assurance taxé avant même qu'ils ne touchent l'argent qui leur est dû. Ils verront combien la population canadienne est déçue et triste, parce qu'elle sait maintenant que son gouvernement ne mérite plus sa confiance.

[Traduction]

Monsieur l'Orateur, tous les députés connaissent les sombres données statistiques concernant la situation économique au Canada. D'août à décembre derniers, 235,000 Canadiens ont perdu leur emploi au Canada et lors de la présentation de son mémoire au comité, l'Association des manufacturiers canadiens a révélé que 100,000 autres travailleurs du secteur manufacturier vont perdre leur emploi d'ici quelques mois; or le budget du gouvernement libéral qui favorise les mises à pied vient encore aggraver ce triste état de choses. Un nombre sans précédent d'entreprises canadiennes, soit 8,055, ont été accu-

lées à la faillite en 1981. Les faillites des exploitations agricoles ont été de 18 p. 100 plus élevées en 1981 qu'en 1980 et elles étaient de 109 p. 100 plus élevées l'an dernier qu'en 1979.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement prévoit que près de 40,000 familles canadiennes perdront leur maison à cause des taux d'intérêt élevés. De fait, tout indique que cette situation s'aggravera. En novembre, la Conference Board faisait la prévision suivante:

Les perspectives pour l'année prochaine sont sombres, tant pour l'économie en général que pour les familles... le maintien de taux d'inflation et d'intérêt élevés, l'augmentation du chômage, le déclin des investissements commerciaux et le ralentissement aux États-Unis sont autant de facteurs qui éliminent la possibilité d'un revirement rapide de la conjoncture économique.

Même si ces chiffres trahissent l'attitude aberrante d'un gouvernement qui dilapide absurdement le potentiel de l'un des plus riches pays du monde, elles ne rendent absolument pas compte de la misère de l'individu et du désespoir d'innombrables Canadiens. Un grand nombre de chômeurs se sont adressés à notre comité; ayant désespéré de se faire entendre par le gouvernement, ils espéraient néanmoins que les députés pourraient tout de même se faire l'écho de leurs problèmes et de leurs inquiétudes ici, devant le Parlement.

Cités en vrac, les chiffres relatifs à la pénurie ou au coût du logement ne peuvent décrire la crainte d'une grossesse dans laquelle vivent, par exemple, de nombreux jeunes couples où la femme travaille. En effet, dans une telle éventualité, ils seraient forcés d'abandonner les maisons pour lesquelles ils ont travaillé si fort parce qu'un seul salaire ne suffit pas à la payer.

• (1510)

Le nombre scandaleux des mises à pied ne saurait exprimer la crainte que ressentent les ouvriers des usines de l'Ontario, du Québec ou de n'importe où ailleurs au Canada, qui, venant de perdre leur emploi après plus de 20 ans de travail, ne savent pas à qui s'adresser. Il ne saurait refléter la crainte qu'éprouvent ces gens à se demander si leur emploi ne compte pas au nombre de 100,000 dont l'Association des manufacturiers canadiens prévoit la disparition dans le secteur de la fabrication. Les taux effarants de l'inflation et de l'intérêt ne sauraient peindre le désespoir qui, d'après les témoignages entendus à Nepean, a fait doubler le nombre des appels au centre de prévention des suicides à Ottawa.

Ce ne sont là que quelques-uns des exemples qu'a entendus notre comité budgétaire un peu partout dans le pays. Je sais que les députés de ce côté-ci de la Chambre ne sont pas les seuls à entendre de pareilles histoires. Le tragique dans ce budget, c'est que son auteur n'en connaissait peut-être pas toutes les répercussions, ou peut-être s'en fichait-il éperdument, sur les Canadiens laborieux qui ne souhaitent que conserver leur maison, leur emploi, leur petite entreprise ou leur exploitation agricole et transmettre à leurs enfants de quoi les aider à faire une vie meilleure.

Et, de toute évidence, ce budget a été élaboré à partir de principes faux, et présenté sous de faux prétextes. Il a été rédigé en septembre, avant que nous ne ressentions toute l'ampleur de la récession avec laquelle le Canada est aux prises. Le budget a été préparé en fonction d'une certaine situation qui a cessé d'exister avant la présentation du document. Pour ces seules raisons, le gouvernement aurait intérêt à présenter un nouveau budget qui correspondrait mieux aux réalités actuelles.